

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay Meslay

Parçay-meslay, le 13/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMLF**

Les Levées  
Rte Départementale 751 - BP 160  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2026 - 087  
Code AIOT : 0010000743

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SMLF implanté Les Levées Rte Départementale 751 - BP 160 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMLF
- Les Levées Rte Départementale 751 - BP 160 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMLF (Société Métallurgique LIOTARD Frères) est filiale à 99,9 % du groupe PRIMAGAZ, appartenant au groupe SHV (hollandais) - filiale énergie.

Le site, d'une surface totale de 54 000 m<sup>2</sup> dont 16 500 m<sup>2</sup> de bâti, regroupe les activités suivantes :

- fabrication d'appareils à pression neufs (chaudronnerie) : 250 000 bouteilles et 3000 à 4000 citernes par an ; l'activité de fabrication de citerne neuves a été arrêtée mi-juin 2023.
- requalification et rénovation (soudure + traitement de surfaces) des anciens appareils ; la requalification des citernes a lieu tous les 10 ans (environ 600 citernes par an) et celle des bouteilles tous les 15 ans (environ 200 000 bouteilles par an).

Ces activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 14232 du 24 mars 1994 pour l'exploitation d'une usine de fabrication de bouteilles et de citernes de gaz située à Saint-Pierre-des-Corps, rue de la Poudrerie,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°17390 du 19 février 2004 relatif aux conditions d'exploitation d'une tour aéroréfrigérante, abrogé par un courrier préfectoral du 7 juillet 2005 suite au démontage et au démantèlement de la tour,
- l'arrêté préfectoral n° 17443 du 17 juin 2004 autorisant à exploiter une chaîne de peinture époxy,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17911 du 1er juin 2006 relatif aux émissions de composés organiques volatils (PGS),
- l'arrêté préfectoral n°18686 du 20 novembre 2009 prescrivant la surveillance initiale RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau),
- l'arrêté préfectoral modificatif du 23 octobre 2012 des volumes d'activités des installations classées exploitées par la société.

Depuis le 30 juin 2025, l'exploitant a arrêté toutes ses activités et ne réalise désormais que du stockage de bouteilles de gaz en attente de requalification.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 22/10/2025, article R512-39	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Qualité des	Arrêté Préfectoral	/	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	effluents	du 24/03/1994, article 4.1		corrective	
6	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 30/05/2021, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	État des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Distances d'éloignement - rub. 4718	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/10/2025, article R512-39
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/10/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2025</li> </ul>

### **Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

### **Constats :**

Par courriel du 15 décembre 2025, la Société Métallurgique Liotard Frères a porté à la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire et de l'inspection des installations classées la cessation partielle de ses activités sur son site de Saint-Pierre-des-Corps. Cette notification reprend les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité du site. L'ensemble des points évoqués dans la notification de cessation partielle d'activité sont repris ci-dessous.

Le tableau des rubriques au titre des ICPE est repris dans le point de contrôle suivant (n°2 "Situation administrative").

L'évacuation des produits dangereux et des déchets a été finalisée le 18 décembre 2025. Un total de 11 tonnes de produits (colles, huiles, graisses, peintures liquides et poudres, solvants et diluants) a été évacué par les prestataires Chimirec et Passenaud.

Il subsiste sur le site 500 kg de produits dangereux, répartis comme suit :

- 35 bouteilles de C13

- 100 litres de fioul dans une cuve.

Ces produits n'ont cependant pas destination à être évacués, ils seront utilisés pour les activités restantes sur site.

Le nettoyage des zones de stockage a été réalisé en janvier 2026.

Les mesures de suppression des risques ont été engagées dès le 15 septembre 2025 et ont concerné l'ensemble des rubriques du site. Ces actions ont consisté principalement en l'évacuation des stocks d'huiles, peintures et solvants, qui étaient jusqu'alors conservés dans les différents bâtiments. Les opérations d'enlèvement se sont échelonnées entre octobre et décembre 2025.

Au niveau de la consignation des énergies :

- les eaux industrielles : sont coupée depuis septembre 2025.
- le gaz : est coupé depuis septembre 2025.
- L'électricité : Non coupée, afin de maintenir en fonctionnement les sondes de surveillance (notamment dans les zones de gazage ou dégazage). Les alimentations électriques des machines ont été sécurisées. Les données des sondes sont désormais reportées chez le gardien et un système d'astreinte téléphonique a été mis en place.
- Sécurité incendie : Les poteaux incendie et la réserve d'eau (200 m<sup>3</sup>) sont maintenus en place. Les extincteurs sont toujours présents sur le site. En avril 2026, prochaine date de vérification périodique des extincteurs, un point sera réalisé pour déterminer quels extincteurs seront maintenus et où.

La station GPL, appartenant à Primagaz, a été démontée et évacuée le 15 octobre 2025.

La cuve d'oxygène, appartenant à Air Liquide, a été démontée et évacuée le 27 novembre 2025.

Durant la visite de terrain, il a été constaté que certaines cuves n'ont pas été inertées. L'inspection des installations classées appelle à la vigilance sur ce point, malgré le demande de report du mémoire de réhabilitation.

Une partie des machines industrielles a été vendue.

Un séparateur est présent en bas du site, mais il n'a pas fait l'objet d'entretien (pas de curage ni d'évacuation des boues). Il ne traite que des eaux pluviales.

Le suivi de la pollution des eaux souterraines est assuré deux fois par an, via quatre piézomètres, en période haute et basse eaux. Aucun signe d'aggravation de la pollution n'a été constaté. Ce suivi était jusqu'en 2025 conjoint avec Primagaz, qui gérait six piézomètres supplémentaires.

Le bureau d'études Ginger, déjà en charge du suivi de la pollution du site, a été missionné pour la rédaction du mémoire de cessation et des attestations de sécurité. Les prestations ont débuté le 16 février 2026, avec une livraison prévue des attestations de sécurité pour le 20 mars 2026. Le mémoire de cessation sera finalisé dans la foulée. La confirmation de réception du bon de commande par Ginger est datée du 15 janvier 2026.

L'exploitant souhaite passer sous le régime de la déclaration pour la rubrique 4718-1-b (stockage

de bouteilles de gaz), et donc que le site passe sous le régime de la déclaration au lieu du régime d'autorisation actuel. Le calcul des stocks est basé sur le ciel gazeux, avec une marge de 5 % du volume des bouteilles. L'état des stocks au jour de la visite est de 14,40 tonnes.

L'exploitant devra transmettre à la préfecture, avec le mémoire de cessation, une demande de passage en régime déclaratif (D). Il devra vérifier si le site respecte l'arrêté ministériel du 23 août 2005. L'installation sera ensuite soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

**L'exploitant n'a pas fait attester de la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2025

**Prescription contrôlée :**

Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	V o l u m e a u t o r i s é
2560.1	A	T r a v a i l mécanique des métaux	Emboutissage des bouteilles de	La puissance installée de l'ensemble	1 400 kW

		des métaux et alliage 1. Supérieure à 500 kW	bouteilles de gaz, tôlerie, presse, atelier entretien mécanique, fabrication des bouteilles de citerne Puissance totale = 1 400 kW	l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	
2565.2.a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	Nettoyage de surface par voie chimique : la lessiveuse de bouteilles	Volume total des cuves de traitement	10 000 litres



2567	A	M é t a u x (Galvanisation, étamage de } ou revêtement métallique d ' u n matériau quelconque p a r immersion ou par pulvérisation de métal fondu	Pulvérisation de Z i n c fondu	Sans seuil	-
2940.3.a	A	V e r n i s , peinture, apprêt, colle, enduit e t c . (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque ( m é t a l , bois, plastique, cuir, papier, textile...) 3. Lorsque les produits mis en oeuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre est : a) Supérieure à 2 0 0	Poudrage époxy des citernes de gaz : 300kg/j Poudrage époxy des bouteilles de gaz : 300 kg/j Total = 600 kg/j	la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre	600 kg / jour

		kilogrammes/ jour			
2940.2	D	<p>V e r n i s , peinture, a p p r ê t , colle,enduit e t c . (application, cuisson,séch age de) sur s u p p o r t quelconque ( m é t a l , bois,plastiqu e , c u i r , p a p i e r , textile...) 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé " (Pulvérisation ,enduction....) . Si la q u a n t i t é maximale de p r o d u i t s susceptible d'être mise en oeuvre est : b) Supérieure à 1 0 kilogrammes/ jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/ jour</p>	Application de peinture sur support métallique	la quantité maximale de p r o d u i t s susceptible d'être mise en oeuvre	65 kg/jour
1200.2.c	D	Combustibles (fabrication,	Emploi et stockage	La quantité t o t a l e	18 tonnes

		(fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) tels que définis à la rubrique 1000 à 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	stockage d'oxygène	totale susceptible d'être présente dans l'installation	
1412.2.b	D	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans	Réservoir de gaz inflammables liquéfiés	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	15 tonnes

		l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50t			
1432.2.b	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b. Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m3 mais inférieure ou égale à 100 m3	Stockage de liquide inflammable	Capacité équivalente totale	16 m3
2561	D	Métaux et alliages (trempé, recuit ou revenu)		Sans seuil	
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques,	Emploi de matières abrasives telles que la grenaille métallique	La puissance installée des machines	120 kW

		<p>métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 KW</p>			
2661.1.b	D	<p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage; segmentation à chaud, densification, etc), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure</p>		La quantité de matière susceptible d'être traitée	3 tonnes par jour

		b) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j			
2910.A.2	D	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si puissance thermique maximale de	Installation de combustion	La puissance thermique maximale de l'installation	9,457 MW

		l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW			
1414.3	D	G a z inflammables liquéfiés (installation d e remplissage ou d e distribution de) 3 . Installations d e remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation d e remplissage de gaz	Sans seuil	5 tonnes

**Constats :**

Par courriel du 15 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées sa notification de cessation partielle d'activité. Celle-ci reprenait l'ensemble des rubriques de la

nomenclature ICPE auquel le site est soumis. La dernière mise à jour de la liste des rubriques ICPE de l'installation a été actée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012.

L'ensemble des rubriques suivantes sont concernées par la cessation partielle d'activité depuis le 01 juillet 2025 :

- 2560.1 sous le seuil de l'autorisation
- 2565.2.a sous le seuil de l'autorisation
- 2567 sous le seuil de l'autorisation
- 2940.3.a sous le seuil de l'autorisation
- 2940.2.a sous le seuil de la déclaration
- 4725 (anciennement 1200.2.c) sous le seuil de la déclaration
- 1412.2.b sous le seuil de la déclaration
- 1432.2.b sous le seuil de la déclaration
- 2561 sous le seuil de la déclaration
- 2575 sous le seuil de la déclaration
- 2661.1.b sous le seuil de la déclaration
- 2910.a.2 sous le seuil de la déclaration
- 1414.3 sous le seuil de la déclaration

Depuis l'arrêt des activités de production au 30 juin 2025, l'activité ne concerne que la rubrique 4718-1-b avec un régime en déclaration, pour du stockage de bouteilles de gaz vides ou ne contenant que des résidus de gaz en attente de réparation/requalification.

La notification précise qu'à date du courrier, le volume pour la rubrique 4718 est de 12,46 t et que ce volume de stockage est amené à augmenter au fur et à mesure du temps mais restera inférieur au seuil de l'autorisation, à savoir 35 tonnes.

Au jour de l'inspection, le volume présent sur site est de 14,40 tonnes.

L'exploitant devra transmettre à la préfecture, avec le mémoire de cessation, une demande de passage en régime déclaratif (D). Il devra vérifier si le site respecte l'arrêté ministériel du 23 août 2005. L'installation sera ensuite soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

**La situation administrative de l'exploitant au titre des installations classées protection de l'environnement n'est pas à jour.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois



### N° 3 : État des stocks des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>[...]</p>

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées son registre d'état des stocks.

L'état des stocks est établi pour les bouteilles de butane et propane de 6 kg, 10 kg, 13 kg et 35 kg. Ce document est mis à jour systématiquement à chaque mouvement de stock (réception, expédition, retour, etc.) et transmis mensuellement à Primagaz, conformément à leur accord.

La quantité de gaz en stock est calculée en appliquant un coefficient de 5 % sur le poids total des bouteilles pleines présentes sur le site. Ce coefficient correspond à la masse de gaz effectivement contenue dans les bouteilles (ciel gazeux), hors tare.

À ce jour, la quantité totale de gaz en stock s'élève à 14,40 tonnes.

**L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Distances d'éloignement - rub. 4718**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques incendies

**Prescription contrôlée :**

« I. L'installation est implantée de telle façon qu'il existe une distance entre toute aire de stockage et les limites du site de 5 mètres si la capacité déclarée du stockage en récipients à pression transportables est au plus égale à 15 tonnes, et de 7,5 mètres si cette capacité dépasse 15 tonnes. Pour les installations stockant 6 tonnes ou plus de gaz inflammables liquéfiés en récipients à pression transportables et déclarées après le 1er janvier 2018, à l'intérieur des limites du site, les distances minimales suivantes à partir de chacune des aires de stockage sont observées :

« - 10 mètres des parois des appareils de distribution de liquides ou de gaz inflammables ; « - 5 mètres d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente...) ; - 10 mètres de tout stockage ou implantation de matières inflammables, combustibles ou comburantes ; « - 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ; « - 10 mètres des aires de stationnement.

« Pour les installations stockant 6 tonnes ou plus de gaz inflammables liquéfiés en récipients à pression transportables et déclarées avant le 1er janvier 2018, les alinéas 6 à 11 du point III sont applicables à partir du 1er septembre 2018.

**Constats :**

Lors de la visite du site, le contrôle de l'état des stocks a permis de constater que l'installation stocke 14,4 tonnes de gaz inflammable liquéfié en récipients à pression transportable. La visite du site et des lieux de stockage a ensuite permis de constater que chacune des aires de stockage respecte les distances minimales suivantes :

- 10 mètres de tout stockage ou implantation de matières inflammables, combustibles ou combustibles ;
- 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ;
- 10 mètres des aires de stationnement.

**L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur ces prescriptions.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Qualité des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

##### **Prescription contrôlée :**

##### **4.1.3. Description des effluents**

Les effluents provenant des installations sont composés par :

- les eaux de refroidissement et de rinçage,
- les eaux usées domestiques,
- les eaux de pluie et de ruissellement

L'exploitant devra éviter le mélange des eaux usées et des eaux propres ; d'autre part, il favorisera le traitement à la source des effluents.

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit. Elles seront évacuées dans le réseau d'assainissement de la ville de ST PIERRE DES CORPS après un pré-traitement approprié.

Une convention entre la Société Métallurgique Liotard Frères et la ville de ST PIERRE DES CORPS sera établie.

Toute stagnation d'eau renfermant des matières fermentescibles sera rigoureusement évitée.

##### **Constats :**

L'exploitant dispose d'une convention spéciale de déversement d'eaux pluviales non domestiques au réseau public des eaux pluviales avec la métropole de Tours Val de Loire. Cette convention fixe les conditions d'admission des eaux pluviales non domestiques (eaux pluviales et eaux industrielles) en provenance de l'établissement, notamment les concentrations moyennes autorisées pour les paramètres suivants :

- DCO, DBO5, MES
- NTK, P total, HC totaux
- Zn, Cu, Ni, Al, Pb, Fe

La convention précise également que les eaux pluviales de l'établissement transitent par un dispositif de prétraitement en amont immédiat du rejet vers le réseau public. Ce prétraitement est constitué d'un séparateur hydrocarbure, qui devra être vidangé chaque fois que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.

<p>Lors de la visite du site, il a été constaté que l'installation ne dispose pas de séparateur hydrocarbure, mais d'un simple séparateur, au sud du site. L'exploitant indique qu'il n'y a pas besoin d'entretien ou de la présence d'un séparateur hydrocarbure, car les valeurs limites sont toutes respectées dans les analyses réalisées mensuellement.</p> <p><b>L'installation n'est pas équipée d'un pré-traitement avant rejet des eaux dans le réseau d'assainissement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Registre des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/05/2021, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de</li> </ul>

<p>récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi des déchets. L'exploitant a indiqué réaliser son suivi de déchets via l'application Trackdéchets. Le registre des déchets fourni sur Trackdéchets comporte l'ensemble des informations prescrites par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/05/2021, à l'exception des numéros de SIRET du producteur, du transporteur et de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.</p> <p><b>L'établissement devra ajouter les n° de SIRET des établissements producteurs, transporteurs et de l'établissement final de traitement du déchet à son registre des déchets.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>